

**MOUVEMENT DE PROTESTATION DES AVOCATS
DE CONSTANTINE**

L'escalade !

Le torchon brûle entre le barreau et la cour à Constantine ! En faisant la sourde oreille à la revendication des avocats portant remplacement du juge des flagrants délits, la cour a plutôt poussé les robes noires à la radicalisation de leur mouvement de protestation entamé samedi dernier.

Les avocats qui, d'ailleurs, promettent l'escalade, ont ainsi décidé, après une assemblée générale tenue jeudi dernier à l'université populaire, de boycotter la session criminelle de cette juridiction. Une action qui, en réalité, dénote d'une crise larvée car le malaise des avocats, qui ont violemment dénoncé l'animosité de certains et le mépris des autres magistrats près la cour de Constantine à leur égard, est plus profond qu'il ne le paraît.

Sauf qu'il faut préciser que le barreau de Constantine, qui se compose des avocats auprès des juridictions de Constantine, Skikda et Jijel (1400 environ), conteste uniquement la cour de Constantine où siègent, selon les dires du président du bâtonnat de cette région, M. Mustapha Lenouar, une junta de magistrats qui nourrissent des desseins personnels et veulent écarter la

«défense» pour sévir. Des magistrats qui n'hésitent pas à affabuler les avocats. «Qu'en est-il lorsqu'il s'agira d'un simple citoyen, sachant que ces magistrats reçoivent des nouveaux riches au moment où ils déclinent les demandes d'audiences formulées par des avocats ?» s'interroge M. Lenouar.

«Nous n'avons aucun problème ni avec le ministre de la Justice, ni avec le SG du ministère de la Justice, encore moins avec le président de la cour de Skikda ou le procureur général près la cour de Jijel. Au contraire, ces derniers nous assistent dans notre mission. Nous contestons les excès de ceux de la cour de Constantine et nous réglerons ce problème à Constantine» a-t-il souligné, lui qui n'a pas manqué de remercier les bâtonniers de certaines régions ayant exprimé soutien et solidarité et ce, tout en les sollicitant de ne pas porter le

mouvement de protestation en dehors de Constantine.

À en croire les révélations d'un intervenant dans la réunion de jeudi, lequel a fait référence aux parents des détenus, le juge qui a présidé l'audience boycottée samedi dernier, aurait, contre toute raison, acquitté 90% des accusés qui ont défilé devant lui afin de saper le débrayage des avocats.

«L'instance du tribunal est votre meilleure défense, aurait-il déclaré à l'intention des accusés», rapportera l'intervenant. Une première dans les annales de la justice en Algérie, voire dans le monde entier.

Bref, le président du conseil de l'Ordre des avocats de la région de Constantine, M. Lenouar, qui a prôné un discours un peu modéré et trouvé dans le nombre des affaires à traiter par jour une excuse aux excès des magistrats, a vite cédé sous la pression de ses pairs de l'AG, déterminés à ne plus faire marche arrière jusqu'à avoir gain de cause.

«Qu'ils règlent ce problème avec leur tutelle. La charge de travail auquel ils sont soumis

ne nous regarde pas», a martelé un autre intervenant qui a exhorté ses confrères à ne plus s'incliner devant les fonctionnaires de l'appareil judiciaire à partir du moment où cette relation est régie par la loi.

Des propos qui ont été accentués par le président du bâtonnat qui leur a ordonné de se montrer plus réservés dans leurs relations et éviter de se faire condescendre par qui que ce soit. Une attitude qui déconsidère l'avocat et nuit à la corporation en général.

Quoi qu'il en soit, le boycott de la session criminelle mettra les responsables de la cour dans une situation inextricable parce qu'il est impossible de tenir une audience en l'absence des avocats et le report de certaines affaires engendrera des détentions abusives.

Notons que ce mouvement de protestation a été enclenché samedi dernier suite à un incident qui remonte au mois d'octobre lorsque le juge des flagrants délits eut ordonné d'éconduire un avocat pour avoir protesté contre une interprète judiciaire ayant porté la robe de cette corporation.

Lyas Hallas

**POUR LUTTER CONTRE
LA REMONTÉE DE LA
NAPPE PHRÉATIQUE DE
LA VALLÉE DU MZAB**

**Sellal annonce
un méga-projet
pour la fin du premier
semestre 2009**

Le coût de ce projet de lutte contre la remontée des eaux, lancé en 2005, est estimé à 21 milliards de dinars. Ce projet, indique le ministre des Ressources en eau, M. Abdemalek Sellal, permettra de prévenir, à moyen et long terme, la pollution et protéger la phoeniciculture, l'activité principale dans cette région, ainsi que la culture maraîchère. Les travaux, rappelons-le, ont été confiés à diverses entreprises nationales et étrangères. Les études ont été finalisées et approuvées sur la base de la projection à l'horizon 2030 et un programme de travaux de grande envergure a été lancé en faveur de la wilaya de Ouargla. Ces travaux portent sur l'hydrogéologie, l'assainissement, l'épuration, mais aussi le drainage et le transfert du surplus des eaux de palmeraie à partir de la station d'épuration de Ouargla sur une distance de 41 km linéaires vers l'exutoire de Sebkhet Sefioune.

Les différentes installations à réhabiliter ou à créer dans le cadre de ce projet ont été conçues pour apporter une solution radicale au phénomène de la remontée de la nappe phréatique.

Désormais, il est considéré que les eaux de drainage agricoles devraient progressivement être collectées et évacuées d'une manière indépendante, que les eaux pluviales devraient aussi être séparées des eaux usées, que l'option zéro rejet d'eau usée dans la nappe devrait constituer un objectif à atteindre. Ainsi, on parlera de l'abandon de l'assainissement autonome.

Scindés en deux tranches, les travaux prévus dans le cadre de cette opération touchent cinq communes : Ouargla, Rouisset, Sidi-Khouiled, Aïn Berda, N'gouser, et portent sur la réhabilitation et la réalisation des réseaux d'assainissement sur un linéaire total de 100 km de conduites et collecteurs. Il est prévu aussi la réhabilitation et la réalisation de 26 stations de pompage et relevage, sept ont déjà été réhabilitées et 18 nouvelles vont être réalisées. Il est aussi prévu la réalisation d'une station d'épuration à Ouargla de type lagunage avéré d'une capacité de 80 000 m³/j et qui traversera les effluents de Ouargla-Rouisset-Aïn Berda.

Un canal de transfert sud-nord, en deux cloisons des eaux épurées et drainées d'une longueur de 40 km dans le désert vers Sebkhet Sefioune fait partie également des travaux. Lors de sa visite d'inspection, mercredi dernier à Ouargla, pour s'enquérir de l'avancement des travaux de ce méga-projet, le ministre a donné le coup d'envoi des travaux de réalisation de deux autres stations de relevage et de pompage avant d'inspecter d'autres similaires, dont les travaux de réalisation d'un réseau et d'une station de relevage au nouveau pôle universitaire de Ouargla.

A Touggourt, il a inspecté le chantier de réalisation d'un forage albien d'AEP au profit de la daïra de Touggourt qui, selon le ministre, accuse un déficit dans ce sens. Ce projet, explique-t-il, devrait contribuer à l'amélioration de l'alimentation en eau potable. Une enveloppe financière estimée à 345 millions de dinars a été dégagée à cet effet. Quant à l'apport en production d'eau, il est évalué à 46 000 m³/j.

Synthèse N. Y.

**LE PRÉSIDENT DE L'UNION NATIONALE
DES PAYSANS ALGÉRIENS À LA RADIO :**

«L'Etat ne joue pas son rôle de régulateur»

Le secteur de l'agriculture est en effervescence. Flambée des prix de tous les produits, marché évoluant en toute anarchie, absence totale de l'Etat, pénalisation du consommateur. Ce sont là des questions d'actualité sur lesquelles est longuement intervenu, jeudi, sur les ondes de la Radio Chaîne II, le président de l'Union nationale des paysans algériens (UNPA), M. Mohamed Allioua.

Rosa Mansouri - Alger (Le Soir) - L'invité de la Radio a abordé, un par un, les problèmes du secteur, tout en expliquant les causes et les conséquences d'une telle politique agricole.

Concernant l'actualité, M. Allioua abordera en priorité la spéculation qui touche le prix du mouton à la veille de l'Aïd El-Adha.

Affirmatif, il impute cette flambée vertigineuse des prix du moutons, qui atteignent 60 000 DA dans les régions du centre du pays, à l'apparition, à l'occasion de ce genre d'événements, de «commerçants spéculateurs», dont le but est de se faire de l'argent facile. Selon l'invité de la Radio, le prix maximum du mouton ne doit pas excéder 30 000 DA.

Il assurera que trois millions de moutons sont actuellement sur le marché et rappellera que les citoyens ne doivent guère se plier au diktat des spéculateurs.

Cependant, il impute la responsabilité de cette anarchie au ministère du

Commerce qui, selon lui, «ne joue pas son rôle dans le contrôle et la régulation du marché». «L'Etat doit assumer ses responsabilités et intervenir pour mettre fin à la spéculation et en finir avec ce phénomène qui porte préjudice aux véritables éleveurs et paysans», fera signaler M. Allioua. Toujours dans le cadre de la structuration du marché du bétail, l'orateur fera part de la création d'une commission nationale qui aura pour mission de venir en aide aux éleveurs.

En premier lieu, la commission activera dans 11 wilayas à vocation agricole en incitant chacune d'elle à retrouver sa véritable vocation, en recevant l'aide et l'assistance dont elle a besoin.

L'UNPA aspire également à la création, dans les prochains mois, de cinq fédérations nationales pour structurer les activités agricoles.

A titre d'exemple, la Fédération des éleveurs de bétail aura pour mission principale d'organiser la profession en intégrant les éleveurs

nomades et en identifiant, par numérotation, l'ensemble des têtes du cheptel national. Une méthode usitée dans le monde entier qui contribuera à la lutte contre la contrebande de bétail au niveau des frontières.

Cette fédération sera créée au début de l'année 2009. Concernant la hausse des prix des volailles et des œufs enregistrée ces dernières semaines, le président de l'Union des paysans dira que cette situation est due à l'anarchie qui caractérise cette profession, voire les éleveurs de volailles. «Ce sont des gens qui travaillent dans l'anarchie. Ils ne sont pas affiliés à nos structures», dit-il, sans omettre la réalité de l'indisponibilité sur le marché de l'aliment pour volaille.

Ce qui a eu pour effet le manque d'investissements dans ces segments d'activité. L'invité de la Radio émettra des critiques contre la politique d'investissement dans le secteur de l'agriculture en particulier et dans l'économie nationale en général. Selon lui, les décideurs devraient encourager les investissements nationaux.

Dans un pays à vocation agricole, l'agriculture n'a guère sa place, un secteur prioritaire concernant les investissements. M. Allioua déplorera l'échec de toutes

les politiques de relance du secteur par le biais de différents dispositifs, notamment le PNDRA.

Il est impératif, selon lui, d'avoir une autre vision de l'encouragement de l'investissement dans l'agriculture, et ce, en octroyant des aides à ceux qui réaliseront une bonne production. «Les aides de l'Etat ne doivent plus aller à d'autres fins que celle de la promotion de l'agriculture», a insisté l'invité la Chaîne II.

**Loi sur le foncier
agricole : après la
présidentielle**

Evoquant, par ailleurs, l'adoption d'une nouvelle loi sur le foncier agricole, le président de l'UNPA a déclaré que celle-ci va être reportée pour après l'élection présidentielle de 2009. «Notre volonté est d'éviter l'utilisation de cette loi à des fins électorales par des cercles partisans», affirmera-t-il. «Le foncier agricole ne sera pas l'objet d'un business politique», ajoutera-t-il.

R. M.

NEDJMA+

Bonus sur les rechargements

Les abonnés Nedjma+ profitent d'un bonus sur les rechargements et cela jusqu'au 5 janvier prochain. En effet, les rechargements compris entre 500 et 999 DA profitent de 50% de bonus et ceux de 1 000 DA bénéficient d'un bonus de 100 %

N. M.